

inq promesses



VRAI OU FAUX

PHILIPPE REGNIER

Si j'étais président, je serais capable de négocier en 24 heures la fin de cette guerre horrible et qui s'intensifie rapidement

Donald Trump

1^{er} février 2023

”

Selon le site Politifact, qui fact-checke les engagements des présidents américains, Donald Trump a pour l'heure respecté 16 % de sa cinquantaine de promesses. © AFP.

terme pour voir la réindustrialisation du pays, créer, demain, de nombreux emplois. Florence Pisani n'y croit guère. « Imposer des droits de douane ne suffit pas pour recréer des filières de production locales et tordre le bras à ses alliés n'est pas la meilleure manière de créer un climat de confiance favorable à l'investissement sur le long terme. » Les statistiques récentes ne confirment pas le discours trumpien. « Les dépenses d'investissement aux Etats-Unis sont très largement portées par l'intelligence artificielle, mais pas par la construction d'usines que la politique de Joe Biden avait pourtant réussi à relancer. Et ces investissements ne créeront certainement pas les millions d'emplois industriels promis ! »

En réalité, Pékin est discrètement sorti gagnant. La Chine a du levier – notamment sur les terres rares – et elle s'en sert

Face à la Chine, « Donald Trump n'a pas gagné son bras de fer – et personne ne croit vraiment à la trêve d'un an, signée récemment. En réalité, Pékin est discrètement sorti gagnant. La Chine a du levier – notamment sur les terres rares – et elle s'en sert. » Pour contrer le rival stratégique chinois, « Donald Trump aurait pu s'appuyer sur ses alliés. Au contraire, il a choisi de leur tordre le bras. A-t-il réellement une vision budgétaire ? Ou simplement une vision budgétaire – car il a aussi besoin des droits de douane pour réduire le déficit public créé par des baisses d'impôts, particulièrement favorables aux plus aisés ? »

- ☐ VRAI
- ☐ PLUTÔT VRAI
- ☐ PLUTÔT FAUX
- ☒ FAUX

C'est un Donald Trump conquérant qui a répliqué aux dernières fanfaronnades – et au chantage nucléaire – de Vladimir Poutine : ordre à l'armée de reprendre des tests nucléaires ! Ambiance... Voilà qui dit, un an après l'élection du milliardaire new-yorkais, que la *bro-mance* avec Poutine, c'est fini (jusqu'à preuve du contraire). Trump accuse désormais le président russe de lui « balancer beaucoup de conneries ». De le mener en bateau sur l'Ukraine. De lui faire perdre son temps. Au point d'affirmer, fin septembre, à la surprise générale, qu'une *remontada* de Kiev n'est pas à exclure face à ce « tigre de papier » – la Russie. Et de renoncer, le 21 octobre, aussi brusquement qu'il l'avait annoncé, à un nouveau sommet avec son homologue russe, qui aurait succédé à celui de la mi-août à Anchorage, tout en sourires mais totalement stérile... et sans Zelensky.

La frustration désormais exprimée par la Républicain reflète bien l'échec cuisant de sa promesse électorale numéro un, sur le front de la politique étrangère : mettre fin en 24 heures à la guerre en Ukraine, ce terrible conflit qu'il qualifie être celui « de Biden »... Une première tentative avait sonné l'alarme maximale, en Ukraine et en Europe, en février. Soit peu après son intronisation au Bureau ovale. Un long échange téléphonique entre les deux-hommes faisait craindre un emballement, motivé par un Trump trop pressé de conclure... une mauvaise paix. Un deal favorable à Moscou, imposé aux Ukrainiens, dans le dos des Européens. La peur des alliés de Kiev née de ces premiers échanges se confirmait au printemps quand l'ébauche d'un « plan de *pax americana* » concocté par l'administration Trump fit surface. Carrément... pro-russe. Donald Trump a ensuite multiplié, en vain, les menaces de sanctions et ultimatums envers Moscou, donnant généralement « deux semaines » à Poutine pour accepter un cessez-le-feu. Mais le locataire de la Maison-Blanche se retenait bien de jamais passer à l'acte, campant dans son costume de (supposé) médiateur. Et confirmant, au passage, son surnom de « Taco » (« Trump Always Chickens Out », autrement dit « Trump se dégonfle toujours »), attribué pour ses sautes d'humeur en matière de guerre... commerciale. Il faudra finalement attendre ce 22 octobre pour que le 47^e président des Etats-Unis dégage une volée de sanctions économiques majeures contre la vache à lait de la machine de guerre du Kremlin : ses revenus gaziers et pétroliers. Sans pour autant réussir autre chose que pousser Poutine à exhiber son super-missile Burevestnik et son drone sous-marin à capacité nucléaire. Mais pas à convaincre un Vladimir Poutine inflexible comme jamais de changer son fusil d'épaule. Ni d'accepter une négociation de bonne foi pour mettre un terme au massacre. Mille trois cent cinquante jours après son déclenchement, cette guerre, que Donald Trump promettait de terminer « dans les 24 heures » avant même de se réinstaller à la Maison-Blanche, s'éternise inexorablement.



VRAI OU FAUX

BERTRAND MORAIN (CORRESPONDANT AUX ÉTATS-UNIS)

Je vais vous accorder une grosse réduction d'impôts à la Trump pour la classe moyenne, la classe supérieure, la classe populaire et les entreprises

Donald Trump

11 mai 2024

”

- ☐ VRAI
- ☒ PLUTÔT VRAI
- ☐ PLUTÔT FAUX
- ☐ FAUX

C'était l'un des leitmotifs de sa campagne : abaisser la fiscalité et ce pour le plus grand nombre. La promesse a été tenue en juillet dernier. En faisant adopter le One Big Beautiful Bill Act (Obba), Donald Trump a effectivement instauré d'importantes réductions d'impôts. Le mégaprojet de loi budgétaire s'inscrit dans la droite ligne des politiques fiscales menées par le leader républicain durant son premier mandat. Ces mesures touchent toutes les catégories de revenus. Les principaux bénéficiaires restent cependant les foyers fortunés, en partie grâce à l'élargissement de l'exonération des droits de succession et au relèvement du plafond de déduction des impôts d'Etat et locaux. Tout en ménageant son électorat issu des classes supérieures, le chef de l'exécutif n'oublie pas pour autant certaines de ses promesses de campagne les plus populaires, notamment la révision de l'imposition des pourboires et des taxes

sur les heures supplémentaires. Mais ces cadeaux fiscaux ont un prix, et les foyers précaires devraient être les payeurs. Pour combler le déficit des recettes fiscales à venir, la Maison-Blanche a décidé de réaliser des coupes drastiques dans Medicaid et le Programme d'aide nutritionnelle supplémentaire. Le premier offre une couverture santé gratuite ou à moindre coût aux couches les plus démunies. Le second épaula près de 40 millions de personnes dans leurs achats alimentaires du quotidien. Au Congrès, l'Obba a provoqué de vifs débats. « Nous montrons qu'ils cherchent à faire adopter, en toute discrétion, le projet de loi le plus coûteux de l'histoire des Etats-Unis, offrant des réductions d'impôts aux ultra-riches », tonnait sur X (anciennement Twitter), le 29 juin dernier, le leader démocrate Chuck Schumer. Même dans les rangs du parti républicain, certains membres affichaient des réticences, notamment ceux élus dans les Etats les plus « populaires ». Thom Tillis, sénateur de Caroline du Nord, s'était risqué à désapprouver publiquement et voter contre l'Obba, s'attirant les colères présidentielles. A la suite de cette prise de position, le politicien avait annoncé qu'il ne briguerait pas un prochain mandat.



VRAI OU FAUX

B.MN.

Je créerai une « commission pour l'efficacité du gouvernement » qui éliminera la fraude et les paiements indus

Donald Trump

4 septembre 2024

”

- ☐ VRAI
- ☒ PLUTÔT VRAI
- ☐ PLUTÔT FAUX
- ☐ FAUX

Le 20 janvier, le jour même de son investiture, le président signait un décret, acte de naissance du Département de l'efficacité gouvernementale (Doge). L'acronyme s'impose dès les premiers mois du mandat. Et une figure y est aussitôt associée : Elon Musk. Durant la campagne présidentielle de 2024, le milliardaire de la Silicon Valley rejoint le navire « Make America Great Again ». Nouveau favori du Républicain, l'icône de la tech américaine devient son (éphémère) proche collaborateur. D'abord en duo avec Vivek Ramaswamy, puis seul, il devient conseiller informel et prend les rênes de cette nouvelle entité, rapidement contestée. Le passage d'Elon Musk à la tête de l'institution était programmé pour 130 jours. La feuille de route est ambitieuse : le Doge devait réaliser 2.000 milliards de dollars d'économies au sein du gouvernement fédéral. Les objectifs sont ensuite réduits à 1.000 milliards de dollars par le patron de Tesla lui-même. Dès les premières semaines, le couperet tombe. En février, plusieurs agences font état d'importantes vagues de licenciements. Le Département de l'Education, le Bureau de protection des consommateurs en matière financière ou l'Agence des Etats-Unis pour le

développement international figurent parmi les plus touchés. Un vent de panique gagne la fonction publique américaine, et plus particulièrement Washington. La capitale compte la plus forte concentration de fonctionnaires du pays et vit en première ligne les conséquences de ces nouvelles orientations. Le 17 février, le Doge assure avoir réalisé 55 milliards de dollars d'économies. Des annonces sérieusement remises en cause par différents acteurs économiques et par plusieurs médias, tant elles paraissent démesurées. Dans les mois qui suivent, les licenciements de fonctionnaires se poursuivent. Cette « restructuration » de l'Etat fédéral s'accompagne de la suppression de plusieurs subventions. Des universités subissent des baisses de dotations dans leurs programmes de recherche. Des coupes qui concernent également l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (Nasa). Fin mai, les derniers jours de cette collaboration se sont terminés par une rupture entre Donald Trump et Elon Musk. Le locataire du Bureau ovale a peu apprécié les critiques de l'homme d'affaires sur le One Big Beautiful Act. Malgré ce départ, signant la fin de l'un des duos les plus surprenants de la politique américaine, le Doge assure avoir réalisé 180 milliards de dollars d'économies. Une fois encore, les chiffres avancés interrogent, même si loin des 1.000 milliards promis. Privé de directeur, le département poursuit néanmoins ses missions, qui devraient officiellement prendre fin le 4 juillet 2026.